



Lutte Ouvrière

Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

À bas les guerres impérialistes !

Israël et les États-Unis ont recommencé à bombarder l'Iran ! Et bien sûr les populations civiles, dont les enfants, en payent immédiatement le prix, comme cette école en Iran où il y aurait eu plus de 100 morts, jusqu'aux civils israéliens tués par des missiles venus d'Iran.

L'ayatollah Ali Khamenei ainsi que plusieurs commandants militaires ont été tués. Des dizaines de sites militaires et gouvernementaux ont été écrasés sous les bombes... Et personne ne sait jusqu'où iront les pouvoirs des USA et d'Israël, quitte à entraîner toute la région encore plus loin dans le chaos.

Trump a déclaré vouloir « éliminer [...] le régime iranien » et que le peuple iranien, une fois la guerre terminée, pourra « prendre le contrôle de [son] gouvernement »... Qui peut le croire, alors que deux des meilleurs alliés du pouvoir américain, l'Arabie saoudite et la Turquie, sont des dictatures qui oppriment leurs peuples et assassinent leurs opposants ?

Il ne cherche qu'à profiter de la haine d'une partie de la population contre le régime dictatorial des Ayatollahs. En particulier après la répression sanglante des révoltes de ces dernières années.

Les dirigeants des États-Unis, et les armées occidentales en général, ne sont jamais intervenus pour défendre la démocratie ou la liberté, mais pour imposer les intérêts

de leurs capitalistes.

En Ukraine, le pouvoir américain ne défend pas la liberté ukrainienne contre l'oppression russe, mais la domination des capitalistes américains sur les terres agricoles et les terres rares ukrainiennes.

Et pendant que les soldats meurent au front, Trump discute avec Poutine de milliards d'investissements profitables en Russie.

Au Venezuela, Maduro et sa femme ont été enlevés par des



commandos américains, sous prétexte de démocratie. Mais le régime de Maduro persiste avec ses successeurs, dur envers la population, mais devenu docile aux intérêts des magnats du pétrole américains.

Le peuple vénézuélien reste sous la dictature, avec les mêmes milices, la même armée corrompue... et une misère encore plus grande pour la population !

Trump prétend aussi que cette guerre servirait à sécuriser la ré-

gion, en particulier pour la population israélienne, en retirant à l'Iran leur arsenal militaire et en particulier la possibilité de se doter de l'arme nucléaire. Quelle hypocrisie !

Cela fait 75 ans que les capitalistes occidentaux utilisent Israël comme gendarme dans la région. Et chaque intervention militaire israélienne suscite des représailles contre la population israélienne, et en plus fait monter la haine des juifs dans tous les pays. D'autant plus que le pouvoir israélien en profite pour exproprier et expulser les Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem.

Partout dans le monde, le véritable danger vient des capitalistes qui dominent le monde, et en premier de ceux des USA qui veulent conserver l'hégémonie qu'ils ont acquise depuis une centaine d'années, notamment à travers deux guerres mondiales.

Et il ne faut pas oublier que le pouvoir américain a été le seul à utiliser les armes nucléaires, sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 ! Et que les armées capitalistes, européennes et américaines, n'ont pas cessé de mener des guerres : Corée, Vietnam, Afghanistan, Irak, Syrie, Congo...

C'est leur course au profit et au pouvoir qui mène le monde capitaliste de guerres en guerres. Il leur faut toujours plus de débouchés, de nouveaux travailleurs sous-payés à exploiter, de nouvelles

ressources à piller.

La guerre contre l'Iran s'inscrit dans la stratégie des capitalistes américains pour renforcer leur emprise sur le monde et affaiblir la Chine, en vue d'un futur affrontement militaire de grande ampleur auquel le pouvoir américain se prépare.

Les dirigeants des États-Unis cherchent à écarter la Chine des ressources nécessaires à son économie, comme le pétrole du Venezuela ou d'Iran, en majorité exporté

vers la Chine. Ou les minerais du Congo, sur lesquels les États-Unis tentent de faire main basse en organisant des nouveaux groupes de mercenaires.

Les généraux américains ne savent pas si quelques jours de bombardements suffiront à faire plier le régime iranien, ou s'ils sont en train de plonger le pays dans une guerre de plusieurs années, comme celle d'Irak ou de Syrie.

Le capitalisme mène toute la planète vers une guerre qui tend à

se généraliser, et à la barbarie.

Seuls les peuples peuvent mettre fin à la domination des régimes dictatoriaux et au pouvoir des capitalistes occidentaux qui oppriment le monde entier.

Bien sûr, il faudra des révolutions menées par les travailleurs pour cela. Et un parti communiste révolutionnaire mondial pour leur donner une orientation.

Editorial des bulletins d'entreprises du 2 mars 2026

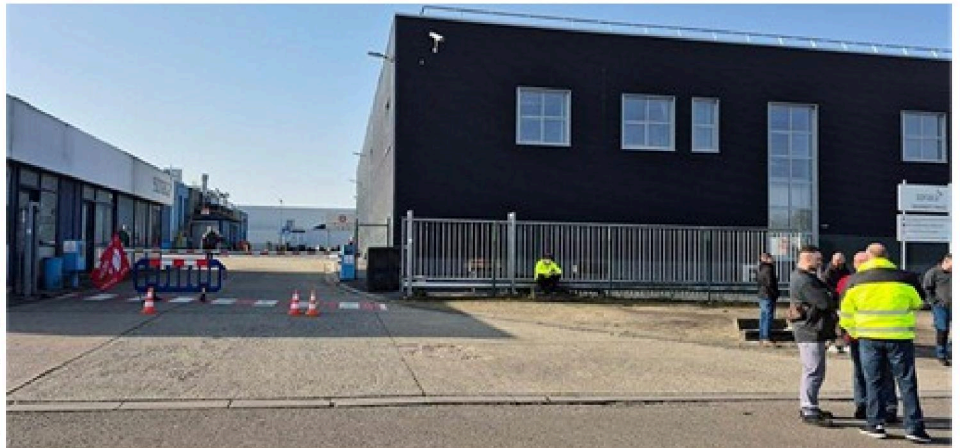
Dans les entreprises

Grève à la Sonaca pour le pouvoir d'achat et la dignité

Lorsque, mardi 24 février, les travailleurs de la Sonaca ont appris que la direction refusait de payer une prime de participation aux bénéfices, les discussions se sont enflammées dans les ateliers. Tout est venu sur la table : les salaires insuffisants, les heures supplémentaires à n'en plus finir, la pression pour livrer les commandes et le mépris des chefs. Au problème du pouvoir d'achat s'ajoutait celui de la fatigue devant les cadences. Certains mettaient en avant la nécessité d'un aménagement du temps de travail pour les plus âgés.

Sous la pression des travailleurs, la grève a été décidée, pour « la première fois depuis 15 ans ». L'usine est restée à l'arrêt une semaine.

Samedi 28, la direction a fini par négocier un pré-accord avec les syndicats, mais il a été rejeté com-



me insuffisant par les travailleurs.

La direction a alors proposé une augmentation des chèques repas de deux euros et une diminution de la quote-part des salariés, soit une « augmentation » de 900 euros par an selon les syndicats. Un jour de congé supplémentaire est accordé aux travailleurs ayant dix ans d'ancienneté, deux jours à ceux qui ont atteint vingt ans d'ancienneté.

Des résultats très modestes, au regard des besoins, mais c'est un début. Pour ne pas se crever au travail et obtenir les augmentations de salaires nécessaires, la voie est

tracée : une lutte plus large !

Grève à Alstom Charleroi

Les 90 ouvriers d'Alstom, à Charleroi, ont organisé un piquet de grève le lundi 16 et le mardi 17 février.

Le vendredi précédent, les ouvriers ont arrêté le travail face au refus de la direction de leur accorder les avantages concédés aux 700 ingénieurs et 200 techniciens du site lors des conventions collectives.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

C'était une nouvelle confirmation du mépris de la direction à l'égard des ouvriers, et la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les ouvriers se sont réunis en assemblée pour décider la grève. 19 des 20 intérimaires présents ont voté pour la grève pour soutenir les 70 ouvriers embauchés.

Lundi, en arrivant au travail, les ingénieurs et les techniciens ont trouvé un piquet de grève. Certains trouvaient les revendications des ouvriers « *ineptes* », parce qu'ils réclamaient, entre autres, l'internet à domicile payé par le patron, comme pour les autres catégories. Mais d'autres ingénieurs étaient « *étonnés* » de la colère et de la détermination des ouvriers à obtenir quelque chose par leur grève. Le site est resté deux jours à l'arrêt.

Finalement, la gestionnaire RH, qui n'avait jamais cédé à un mouvement de grève, a dû raval

sa morgue pour relayer les propositions de la direction d'une augmentation des chèques repas à dix euros, l'augmentation d'une prime et l'embauche en CDI de six intérimaires.

Cette victoire ne résout pas le problème des salaires, mais les travailleurs ont pu vérifier la force de la solidarité.

La course ou la vie

Pour s'opposer à la baisse de leur salaire, une dizaine de livreurs Deliveroo tentent de s'organiser à Tournai pour bloquer les livraisons des commandes les 6 et 7 mars.

Ils dénoncent que leurs revenus ont diminué de 25% puis 50% depuis début 2026. Une commande qui rapportait dix euros n'en rapporte plus que cinq. Alors que les horaires et les charges de travail pénibles n'ont pas diminué d'un iota, et que les charges, im-

pôts et cotisations augmentent pour les livreurs, contraints par la multinationale au statut d'indépendant.

Ce n'est ni la première, ni la dernière fois que les livreurs se défendent !

En 2024, des livreurs Ube-reats avaient fait grève deux jours à Bruxelles, avaient distribué des tracts et discuté avec leurs collègues, y compris d'autres plateformes.



Audi : un an après

Fin février 2025, l'usine Audi à Bruxelles a fermé ses portes. Aujourd'hui, sur plus de 3.000 travailleurs licenciés, la moitié n'a pas retrouvé d'emploi. La cellule de reconversion a été prolongée jusque fin 2026, ce qui permet encore un peu de répit.

Lors de la fermeture de VW en 2007, après deux ans de cellule de reconversion, seuls 52% des travailleurs avaient trouvé un emploi. Pareil pour la fermeture de Ford Genk.

Et surtout, la majorité des travailleurs qui retrouvent un travail ont dû accepter des emplois moins bien payés, avec des conditions de travail dégradées.

Parmi les 50% des travailleurs d'Audi qui ont quitté la cellule de reconversion, 11% sont en formation, 13% ont un contrat intérimaire ou CDD et seuls 25% ont retrouvé un CDI mais bien souvent

en acceptant de gagner un salaire plus faible.

Les conditions de vie et de travail de milliers de travailleurs sont dégradées pour que les actionnaires derrière ces grands groupes maintiennent leurs profits.

Cellules de reconversion, instrument de division

Présentées comme une obligation aux employeurs pour aider les travailleurs âgés à retrouver un emploi, les cellules de reconversion se sont multipliées au fil des plans de licenciements et des fermetures d'usines.

Ces plans ne s'adressent qu'aux salariés en CDI dans les entreprises d'une certaine taille, les autres doivent se débrouiller seuls.

Loin d'être une aide aux tra-

vailleurs face à la montée du chômage, les cellules de reconversion servent aux organisations syndicales à modérer les réactions des travailleurs en cas de licenciements collectifs contre la promesse d'une aide plus efficace... réservée de fait aux travailleurs des plus grandes entreprises qui avaient un contrat fixe.

Témoignage d'un ancien d'Audi

La cellule de reconversion d'Audi est co-gérée par le Forem et nos anciens délégués syndicaux. Les formateurs nous font la morale tout en vantant les mérites des patrons. La cellule donne effectivement un accès privilégié aux formations dispensées par le Forem ou l'IFAPME.

En pratique, cela signifie se retrouver en classe à passer des

tests et devoir réussir des examens comme des écoliers, ce qui après des années passées à tenir les cadences à la chaîne n'a rien d'une partie de plaisir.

Rapidement, la pression monte de la part des formateurs pour qu'on accepte un emploi, peu importe le salaire ou l'éloignement géographique. Il faut dire que les formateurs sont eux-mêmes sous pression, puisque le financement des centres de formation du Forem dépend du taux de remise à l'emploi.

Témoignage d'une travailleuse en formation

J'ai fait de nombreux emplois dans ma vie. Après avoir fait une formation d'aide soignante à 45 ans, j'ai enchaîné les heures durant la crise du Covid dans des conditions difficiles.

On nous a applaudi, mais derrière, c'était le C4.

Ne trouvant plus de contrat dans ce secteur « en pénurie », j'ai

fait une formation de puéricultrice sur conseil du Forem. Trois ans de formation, d'études, avec un TFE en fin de parcours, comme une étudiante.

Mais mes recherches d'emplois dans le secteur n'ont rien donné. Récemment, j'ai travaillé quelques mois à nouveau comme aide-soignante, mais maintenant, le Forem m'explique qu'il faut que je refasse 180 heures de formation pour continuer à travailler dans ce secteur. C'est humiliant.

H&M licencie pour maintenir ses profits

Jeudi 5 mars, la direction de H&M du centre logistique de Ghlin a annoncé aux 440 travailleurs leur licenciement et la fermeture du site en novembre prochain.

La direction prend prétexte de « *la réduction du trafic dans les magasins depuis la pandémie* » et d'« *un paysage économique et commercial en profonde mutation dans l'Europe du Sud* ». Eh oui, les gens achètent moins !

Pourtant, cela n'a pas empêché les profits du groupe de connaître une forte progression en 2025, avec 1,15 milliards d'euros. Cette décision ne vise qu'à maintenir les profits élevés et les dividendes des actionnaires.

Plans secrets, méthodes archi-connues

Les permanents du Setca (FGTB) se disent « *surpris par cette décision* ». Oui, ils se sont fait balader par une direction qui proposait de discuter de la délocalisation d'un service de douze personnes alors que le plan de fermeture de Ghlin était déjà prêt !

Les groupes capitalistes comme H&M organisent l'optimisation des profits par des plans établis des années à l'avance à

l'échelle de continents, comme lors de la fermeture du site du Bourget, en France en octobre 2021 ou la fermeture du site de Puurs près d'Anvers en 2016.

Les travailleurs ne peuvent se défendre qu'en s'organisant à la même échelle que les patrons pour imposer le maintien des emplois et des salaires, quitte à ce que les profits soient écornés.

Les syndicats accompagnent la direction de H&M

Les permanents syndicaux espèrent « *avant tout maintenir le site ouvert, même avec un nombre réduit de salariés* ». Ils attendent « *la phase d'information pour avoir plus de clarté sur l'âge et l'ancienneté des travailleurs* ».

En réalité, la stratégie syndicale consiste à accepter la division des travailleurs par catégories ou par âge, au lieu de proposer de s'opposer collectivement au patron.

Cadeaux aux licencieurs, coups contre les licenciés

Le bourgmestre socialiste de Mons, Nicolas Martin, propose lui aussi « *de limiter la casse sociale au maximum* » en négociant avec la direction. Ce qui veut dire « né-

gocié »... de nouveaux cadeaux aux patrons.

En 2008, pour l'implantation d'un nouveau centre logistique, le groupe H&M avait fait monter les enchères des « aides publiques », comme le reconnaissait le ministre wallon Jean-Claude Marcourt (PS) : « *Nous avons été mis en concurrence avec d'autres régions d'Europe et la Flandre* ».

Après deux ans de négociation, le groupe avait reçu dix millions d'aides régionales et européennes et obtenu un terrain de vingt hectares à des conditions avantageuses.

Aux travailleurs licenciés, Martin promet « *de favoriser les reclassements* » avec « *une solution concrète pour chaque membre du personnel* ». Ce ne sont que des mots.

La ville de Mons et les communes du Borinage suppriment elles aussi des emplois. Les formations du Forem et les cellules de reconversion mettent la pression sur les travailleurs licenciés pour qu'ils acceptent n'importe quel travail et les entreprises refusent les CV des plus de 50 ans.

Témoignage d'un ancien travailleur de chez H&M à Ghlin

J'ai travaillé chez H&M en 2015, comme intérimaire.

L'agence d'intérim nous avait réunis pour nous faire visionner un film qui vantait le fait que H&M avait eu le terrain gratuitement et que c'était du gagnant-gagnant puisqu'on allait avoir un emploi.

Lorsque j'ai commencé, il y avait des travailleurs embauchés

en CDI, mais beaucoup étaient comme moi intérimaires.

Les contrats étaient renouvelés chaque jour, ce qui permettait à la direction de nous imposer des cadences très élevées, car il fallait atteindre ses critères de productivité pour être réembauché le lendemain.

Et durant tous ces mois, j'ai eu au mieux des contrats à la semaine. Les conditions de travail étaient pénibles, en particulier au réassort. Pour gagner de l'espace, les racks étaient étagés depuis le sol jusque assez haut et beaucoup de manutention se faisait à la

main. Il fallait fréquemment travailler le dos courbé pour déplacer des poids de 20 à 30 kg.

En l'espace de 8 mois, je me suis cassé le dos 3 fois. A chaque fois, j'ai été repris, parce que mon rythme de travail était élevé.



Echos des bulletins d'entreprises

Colruyt Dassenveld

Mensonges protocolaires

La direction veut que nous soyons des « ambassadeurs de Colruyt » vers l'extérieur.

Mais où sont nos résidences de fonction, nos voitures avec chauffeur et nos salaires de diplomates ?

La quatrième dimension

Le temps pour se changer au vestiaire n'est pas compté dans nos heures.

Le vestiaire serait donc dans la quatrième dimension : on y passe 10 minutes pour s'y changer... mais sur la fiche de paye, ça n'existe pas.

Un endroit où les minutes disparaissent...

La propriété sacrée... des poubelles

Colruyt tient tellement à tout rentabiliser, que même les objets cassés, inutilisables, promis à la benne, restent... « la propriété de Colruyt ».

« Plus on est riche, plus on est avare »

Avec les grands groupes milliardaires, cette sagesse populaire atteint... des sommets.

Pente glissante

Depuis janvier, les magasins Okay ouvrent le dimanche matin. Maintenant, certains Okay City ouvrent aussi le dimanche après-midi.

Prochaine étape ? Des magasins ouverts 24h/24, avec seulement des flexi-jobs et des étudiants ? Et après quoi : le travail des enfants ! ?

Tant qu'on les laissera faire, les patrons pousseront toujours plus loin l'exploitation, pour toujours plus de profits.

Fermeture Colruyt France

La fermeture de Colruyt France va entraîner le licenciement de 704 travailleurs en France dont 609 dans la région de Dole où se trouve le centre logistique et le siège social.

La famille Colruyt est riche à milliards, la vente des magasins de France va lui rapporter 230 mil-

lions d'euros, mais elle n'hésite pas à plonger des centaines de familles au chômage pour remonter les cours en bourse du groupe.

Chemins de fer

Un casque pour se couvrir

En ce moment, dans les ateliers, la direction augmente les cadences, supprime des postes et aggrave les conditions de travail.

Mais elle veut nous imposer maintenant, suite à un accident, de porter des EPI (casque et lunette) partout... comme si elle se souciait de notre sécurité !



100 ans de cadeaux aux capitalistes

Au cours des années 1800, l'État avait couvert de cadeaux les capitalistes du rail : investissements publics massif dans les infrastructures, commandes de matériel, subventions gigantesques...

Par exemple, la famille Boël ou le groupe Cockerill, aujourd'hui milliardaires, ont pu acquérir leurs fortunes en profitant des largesses de l'État.

Mais lorsque les entreprises privées du rail faisaient faillite ou ne rapportaient plus assez au goût des capitalistes, l'État les rachetait. Une nouvelle occasion de couvrir d'argent public les entreprises qui les vendaient.

Après la première guerre mondiale, l'Etat opte pour une politique de nationalisation du rail, et

en 1926 une société publique est créée pour la gestion et l'exploitation ferroviaire : la SNCB.

Pendant un siècle, les industriels ont pu profiter des services de la SNCB pour transporter les travailleurs et les marchandises.

Pour la bourgeoisie belge, ce fut aussi un moyen d'éviter de trop grandes concentrations ouvrières près des bassins industriels en subventionnant des abonnements de train pour les ouvriers.

Comme l'explique un récent article historique de la RTBF : *« Cette politique d'abonnement, si elle s'adresse aux ouvriers, est surtout un moyen d'apaiser les esprits de l'élite politique. Celle-ci craint le rassemblement des ouvriers autour des usines, propice aux échanges et à la diffusion des idées révolutionnaires (...). »*

On le voit: le « service public » est avant tout un service aux capitalistes !

En 2015, la vapeur s'inverse et la filiale de transport marchand de la SNCB est privatisée sous le nom Lineas.

Cela n'a pas empêché l'État de la subventionner régulièrement à coups de dizaines de millions... afin que les capitalistes puissent continuer de profiter du transport de leurs marchandises à bas coût.

Aujourd'hui, la menace de l'ouverture à la concurrence du transport de personne, et le spectre de la privatisation du rail, servent de prétexte pour faire pression sur les conditions d'embauche et de travail des cheminots.

L'histoire de la SNCB le montre : « nationalisation » et « privatisation » sont les deux faces d'une même politique qui sert avant tout les intérêts des capitalistes.

Manifestons le 12 mars



Après plus d'un an de mobilisations, les organisations syndicales ont du mal à convaincre les travailleurs que ces manifestations et grèves peuvent être efficaces alors qu'elles sont dispersées dans le temps et morcelées par secteur.

Pourtant, les directions de la SNCB, des TEC, de De Lijn et de la STIB doivent avertir que le trafic

risque d'être perturbé car un nombre important de travailleurs répondront encore une fois aux appels à la grève.

L'aéroport de Zaventem et Brussels Airlines ont annulé tous les départs pour la journée du 12 mars, tant le nombre de grévistes dans les services de manutention et de sécurité est élevé.

Chez Colruyt, où la participation aux grèves est mal vue dans un groupe qui licencie pour un oui ou pour un non, des travailleurs ont décidé de se joindre au mouvement de grève.

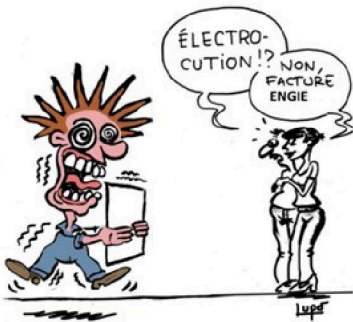
A cette mobilisation s'ajoutent des grèves chez Alstom, à la Sonaca, malgré la peur du chômage.

Les salaires insuffisants, alors qu'une nouvelle flambée des prix s'amorce, à commencer par les carburants, la précarité et surtout la charge de travail insupportable sont souvent les raisons qui poussent à l'action.

Ces mouvements révèlent encore une fois à quel point les problèmes des travailleurs sont communs, et la nécessité d'un mouvement d'ensemble contre les patrons et le gouvernement.

Explosion des prix de l'énergie

Les spéculateurs n'ont pas attendu. Il n'y a actuellement aucune pénurie, mais l'annonce de la guerre en Iran a suffi à faire augmenter de plus de 20 centimes par litre le prix des carburants.



Le prix du gaz lui aussi explose, et comme le prix de l'électricité y est artificiellement attaché, c'est toute la facture d'énergie qui viendra peser sur le salaire de millions de ménages... au plus grand profit de Engie, Mega, etc.

Le capitalisme nous plonge dans une nouvelle guerre mondiale. Ici on ne meurt pas encore des bombardements, cela n'empêche pas les capitalistes de nous faire payer l'envolée des prix !

Que nous conseillent donc les baratineurs dans les médias et les publicités ? Comparez les fournisseurs ; soyez malins en choisissant les contrats fixes ou variables ; adoptez un compteur bihoraire pour profiter du « tarif heures creuses » en faisant la lessive entre 23h et 7h ou 11h-17h ?

C'est ridicule. Devenir un expert du marché de l'énergie, n'utiliser le four qu'en pleine nuit, ou vivre avec le chauffage sur zéro et la lumière éteinte, c'est une nécessité qui s'impose à de plus en plus de travailleurs pour finir le mois,

mais cela ne suffira pas pour s'en sortir !

Le fonctionnement du capitalisme met la planète et l'humanité en péril. Les promesses d'un monde « vert » et « durable » ont cédé la place aux discours guerriers, au réarmement et au service militaire « volontaire ». Le seul moyen de défendre nos vies, c'est de renverser ce système !

Mons : une panne qui en annonce d'autres...

Officiellement, on ne connaît toujours pas les raisons de la panne qui a privé de gaz et donc de chauffage 12.000 foyers à Mons fin février. Mais les techniciens d'ORES ne sont pas surpris.

Sur les stations qui distribuent le gaz, depuis les gazoducs sous haute pression jusqu'aux consommateurs, les entretiens sont espacés par soucis d'économie. Les vannes qui subissent des contraintes conséquentes, ne sont pas remplacées selon les indications des fabricants.

Des techniciens français d'EDF, venus en renfort, ouvraient des grands yeux devant la vétusté des équipements du réseau, ce que constatent eux-mêmes leurs collègues belges. Mais il est peu probable que les gouvernements, pressés de pousser les consommateurs à acheter de nouvelles technologies comme les pompes à chaleur et les panneaux photovoltaïques, consentent aux investissements nécessaires à l'entretien et à la modernisation du réseau.

Les réseaux électriques atteignent aussi leurs limites

Le recours massif aux chauffeuses électriques durant la

panne de gaz a révélé des problèmes similaires sur le réseau de distribution électrique. Deux stations de distribution ont grillé sous la surcharge. Là aussi, la vétusté d'un réseau sous-dimensionné alors que le nombre d'appareils électriques augmentent, y compris dans les habitations, ne peut que préparer de nouvelles pannes.

La concurrence et les guerres pour déterminer qui va s'approvisionner en gaz et en pétrole, et le vendre, à qui et à quel prix, entraînent le rationnement de la population par les prix ou par les pannes et les pénuries.

Travail des enfants : retour au 19ème siècle ?

Depuis décembre 2025, le travail étudiant est désormais légal dès 15 ans, malgré l'obligation scolaire. La mise en pratique de cette nouvelle loi est actuellement en discussion.

À 15 ans, n'y a-t-il pas mieux à faire que de passer des heures à manipuler des produits dans un grand magasin ? N'y a-t-il pas des milliers de demandeurs d'emploi adultes qui cherchent un emploi parce qu'ils sont menacés de perdre leur droit aux allocations de chômage ?



Les scientifiques ne rappellent-ils pas aussi qu'à 15 ans, un long travail, même officiellement qualifié de « travail léger », peut

avoir des conséquences physiques néfastes durables, puisque le corps n'est pas encore complètement développé ?

Mais voilà : la seule logique des gouvernements, que ce soit celui-ci ou les précédents, c'est celle des intérêts des patrons, qui se réjouissent de pouvoir transformer davantage d'emplois en jobs étudiants moins payés.

En même temps, le gouvernement a supprimé des filières de septième année dans le professionnel. La perspective est claire : la formation des jeunes, pourtant avenir de la société de demain, est sacrifiée sur l'autel du profit du grand patronat. Il faut changer cette société !

Minerval en hausse, étudiants en colère

Ces dernières semaines, les mobilisations étudiantes se multiplient contre la réforme du minerval, le prix d'inscription aux études dans l'enseignement supérieur. Environ 300 étudiants se sont rassemblés à Liège, 350 à Bruxelles, et d'autres encore à Louvain-la-Neuve et à Namur pour dénoncer

la hausse prévue des frais d'inscription.

Cette réforme prévoit de porter le plafond du minerval à 1.194 euros, contre 835 euros aujourd'hui. Selon des études, 58 % des étudiants atteindront ce plafond.

Pour de nombreux étudiants, la facture risque donc d'exploser. Dans certaines hautes écoles, l'augmentation pourrait être particulièrement brutale et le montant payé par les étudiants pourrait être multiplié jusqu'à cinq.

Déjà aujourd'hui, près de 23% des étudiants travaillent pour financer totalement ou en partie

leurs études.

Augmenter le minerval signifie que les jeunes des milieux populaires pourraient être contraints de ne plus pouvoir entamer d'études, tandis que d'autres devront travailler encore davantage pour les payer, au détriment de leurs chances de réussite.

Une fois de plus, ce sont les enfants des classes populaires qui paieront le prix de cette réforme, en voyant leurs possibilités d'accéder aux études supérieures se réduire.



Attaques contre la santé

La santé a un prix... qui augmente

Une récente étude de l'Agence intermutualiste a montré que la réforme des suppléments d'honoraires passée en 2023, qui interdit quasiment tout supplément sur les IRM et les scanners, a été compensée par une hausse importante des suppléments sur les autres examens d'imagerie médicale comme les échographies ou les radiographies.

En parallèle, depuis le 1er janvier 2026, le prix des médicaments

a augmenté pour les patients. Alors que de nombreux médicaments, comme l'insuline, étaient entièrement pris en charge par la mutuelle, un ticket modérateur minimum de deux euros par boîte (ou de un euro pour les patients BIM) est maintenant en œuvre. De plus, les tickets modérateurs pour les antiacides et les anticholestérol ont augmenté.

Les consultations médicales ont également été augmentées de 2,72%, entraînant une hausse du ticket modérateur lorsqu'il est calculé sur base d'un pourcentage du coût total de la consultation.

Ces hausses peuvent paraître modestes mais elles ont des effets concrets sur la vie de milliers de femmes et d'hommes. Car elles s'ajoutent à la hausse des prix générale.

Une étude publiée en février indiquait que plus d'un belge sur quatre (29%) renonce à des soins pour eux-mêmes au cours des douze derniers mois pour raison financière.

Ces hausses des prix médicaux sont la conséquence directe du fait que le gouvernement a limité la hausse des budgets santé et ce alors que les besoins aug-



mentent, toujours en justifiant cela par la nécessité d'arriver à un « équilibre budgétaire ».

Mais s'il y a un trou budgétaire à boucher, ceux qui le creusent ne sont pas les malades, mais tous ceux qui profitent du système de santé pour arrondir leurs profits : trusts pharmaceutiques, grands laboratoires, cliniques privées. C'est dans leurs coffres-forts qu'il faut aller chercher l'argent, et non dans la poche des malades.

Attaques contre les malades de longue durée

Depuis janvier 2026, de nouvelles mesures sont appliquées pour forcer le retour au travail des « malades de longue durée ».

Elles s'ajoutent à tout un programme de harcèlement et de sanctions contre les malades et les invalides déjà mis en place depuis 2021 par les gouvernements précédents.

Pour les patrons, les licenciements pour cause de maladie ou d'invalidité continuent d'être facilités.

Depuis 2022, ils peuvent invoquer un « cas de force majeure médicale » et licencier un travailleur sans préavis s'il est en incapacité de travail ininterrompue depuis neuf mois et qu'aucun parcours de réinsertion n'est en cours.

En 2024, un « fonds retour au travail » a été créé, soi-disant pour aider les travailleurs licenciés pour raisons médicales à retrouver un emploi.

Les patrons doivent simplement verser 1.800 euros dans ce fonds et notifier le licenciement à l'INAMI. Et depuis 2026, le délai a été réduit à six mois d'incapacité au lieu de neuf pour licencier.

En un an et demi, les patrons ont licencié plus de 7.500 travailleurs, jugés « inaptés » au travail.

Ce sont les conditions de travail, les cadences et les pressions imposées par les patrons qui rendent malade !

Et l'argent versé par les employeurs au « fonds retour au travail » est ridicule et illusoire : la grande majorité des travailleurs licenciés ne retrouvent plus d'emploi.

Si la mutuelle estime qu'ils ne sont pas « assez malades », c'est le chômage. Et avec la limitation des allocations dans le temps, cela peut signifier la perte totale de revenus et la misère.

D'après les représentants du patronat eux-mêmes, ce sont surtout les patrons qui causent l'échec de la réintégration des malades : quel est leur intérêt de réintégrer des ouvriers et ouvrières dont les tendons ou les nerfs sont déjà usés ?

Et les postes allégés sont les premiers à être supprimés pour faire plus de profit.

Le gouvernement prétend justifier ces attaques par la nécessité de faire des « économies » ou de lutter contre les prétendus profiteurs. Ce sont des mensonges. L'État est seulement au service des patrons !



8 mars : pour l'émancipation des femmes !

Le 8 mars est la journée internationale des droits des femmes.

Chaque année, la crise du capitalisme s'aggrave et montre à quel point cette société est aujourd'hui incapable du moindre progrès, ni pour les femmes, ni pour le reste de la société... quand elle ne régresse pas.

L'oppression des femmes est mondiale et prend des formes multiples : salaires plus faibles pour des postes équivalents ; discriminations ; harcèlement sexuel ; relégation aux tâches domestiques ; statut de mineure sous la tutelle d'un père ou d'un mari ; oppression religieuse ; effacement de l'espace public ; violences qui conduisent à des viols et des meurtres.

Chaque année, des dizaines de milliers de femmes meurent dans le monde à la suite d'un avortement clandestin faute d'avoir accès à une prise en charge médicale.

En République démocratique du Congo, dans les villages autour des mines de cobalt et de coltan, des femmes sont violées chaque jour, parfois avec la destruction de l'appareil génital à coups d'armes ou de machette. Ces viols sont utilisés comme armes de guerre pour terroriser les populations et maintenir le contrôle sur ces régions riches en minerais.

L'affaire ignoble autour du milliardaire Epstein révèle aussi la réalité sordide de la bourgeoisie à la tête de cette société. Ce financier multi millionnaire a organisé pendant des années un trafic de femmes, dont des mineures, pour lui et des hommes puissants du monde entier : capitalistes, politiciens, membres de familles royales...

Aujourd'hui, leur société capi-



Liège : au moins 2.500 manifestants ce 8 mars

taliste s'enfoncé toujours davantage dans la barbarie et, au fil des mois, leurs guerres se généralisent. Dans ce contexte de crise, ces mêmes dirigeants cherchent de plus en plus à dresser les peuples les uns contre les autres pour les mobiliser dans leurs guerres pour le profit.

Pour cela, ils s'appuient sur des sentiments bien réels dans la population, comme la révolte face à l'oppression d'un peuple. C'est ce qu'ils tentent de faire en Iran : au nom de la défense des femmes et des peuples, ils cherchent à justifier les interventions militaires américaine et israélienne et les bombardements, y compris sur des civils et des enfants.

Ce ne sont que des hypocrites et des menteurs. Ceux qui bombardent les peuples ne sont jamais des libérateurs. L'objectif des guerres n'a jamais été l'émancipation, ni des peuples ni des femmes, mais la défense des intérêts économiques et des profits de la bourgeoisie.

L'extrême droite utilise aussi le discours féministe pour diviser les travailleurs. En désignant les

hommes noirs, les arabes ou les musulmans comme responsables des violences, ils attisent le racisme et opposent les peuples entre eux. Alors que les hommes blancs, les chrétiens et les juifs sont tout autant oppresseurs et violents !

En fait, c'est l'organisation de la société, la pauvreté matérielle et culturelle, la division entre riches et pauvres, qui contribue au maintien, voire accentue la barbarie sociale et en particulier l'oppression des femmes.

Seule une boussole de classe permet de comprendre ces pièges. La lutte contre l'oppression des femmes est vitale, mais elle ne peut être séparée de la lutte contre une organisation sociale basée sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

L'émancipation des femmes passera par le renversement du capitalisme, par la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière, femmes et hommes, pour construire une société nouvelle débarrassée de l'oppression, de la misère et des guerres.

Iran : le capitalisme mène vers une guerre mondiale

Depuis le 28 février, les États-Unis et Israël bombardent l'Iran. Des civils sont tués, des infrastructures militaires et aussi économiques sont détruites, et plusieurs dirigeants à la tête du régime sont morts.

L'État iranien, affaibli par des années de blocus économique et détesté par toute une partie de la population, ne fait pas le poids face aux États-Unis.

Contrairement à ses agresseurs, le régime iranien ne dispose pas de missiles ou d'avions furtifs capables de frapper New-York, Washington ou Los Angeles. En guise de représailles, l'Iran ne peut qu'envoyer des missiles et des drones – dont beaucoup sont détruits en vol – sur Israël ainsi que sur les nombreuses bases militaires américaines au Qatar, Koweït, Émirats arabes unis.

Le régime iranien vise aussi le carburant de l'économie mondiale : le pétrole et le gaz. Plusieurs infrastructures pétrolières et gazières ont été visées par des drones en Irak, au Qatar, en Arabie saoudite ou encore à Oman. Et surtout, le régime des Mollahs interrompt le transport maritime, en direction ou au départ du golfe persique, en menaçant le trafic dans le détroit d'Ormuz, ce goulot d'étranglement de l'économie capitaliste où transite près d'un baril sur cinq du pétrole mondial.

Toute la région s'embrase. Israël bombarde le Liban, les États-Unis envisagent d'armer des milices kurdes pour une intervention terrestre. L'impérialisme enfonce l'humanité dans une troisième guerre mondiale.

L'attaque de l'Iran n'est pas une escarmouche de plus. Il s'agit d'une stratégie décidée par l'impérialisme américain qui vient après



Source image : Mehr News Agency

la guerre en Ukraine et l'offensive sur l'Amérique du Sud, en particulier au Venezuela et à Cuba.

Le message de Trump est clair, les gouvernements qui ne céderont pas devant les intérêts de l'impérialisme seront attaqués.

Trump prétend s'adresser à la population iranienne en disant qu'elle doit « prendre le contrôle de [son] gouvernement », mais ce n'est là qu'une façade qui ne doit tromper personne.

Jamais les capitalistes américains (pas plus que les autres capitalistes !) n'aideront un peuple à mettre en place le pouvoir qu'il souhaite. Ni en Iran, ni en Ukraine, ni au Venezuela, et surtout pas aux États-Unis !

Peut-être l'armée américaine arrivera-t-elle à renverser le régime des Mollahs, mais pour les 90 millions d'Iraniens cela ne peut que signifier plonger dans le chaos et la barbarie, comme ce fut le cas en Irak, en Libye ou en Syrie. Le fils du Shah soutenu par l'administration américaine et une partie de la population et honni par une autre, n'a pas la capacité d'unifier l'État et le peuple iranien.

Si la bourgeoisie américaine généralise la guerre en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, c'est pour mettre au pas des régimes qui maintenaient une certaine indépendance. Mais c'est surtout pour mettre en difficulté la Chine.

Le Venezuela et l'Iran étaient deux des principaux exportateurs de pétrole vers la Chine. La moitié du pétrole et un tiers du gaz importé par la Chine doivent passer par le détroit d'Ormuz.

Les intérêts vitaux de la Chine ne semblent pas immédiatement menacés, elle posséderait des stocks de pétrole couvrant ses besoins pour une période d'au moins trois mois. Mais après, si la guerre dure comme c'est probable et comme l'annonce Netanyahu ?

Contre tous les pronostics, l'État chinois issu de la révolution nationale de 1949 a pu forcer son développement et son industrialisation avec la sueur et le sang des paysans et des ouvriers surexploités dans les manufactures de « l'atelier du monde ».

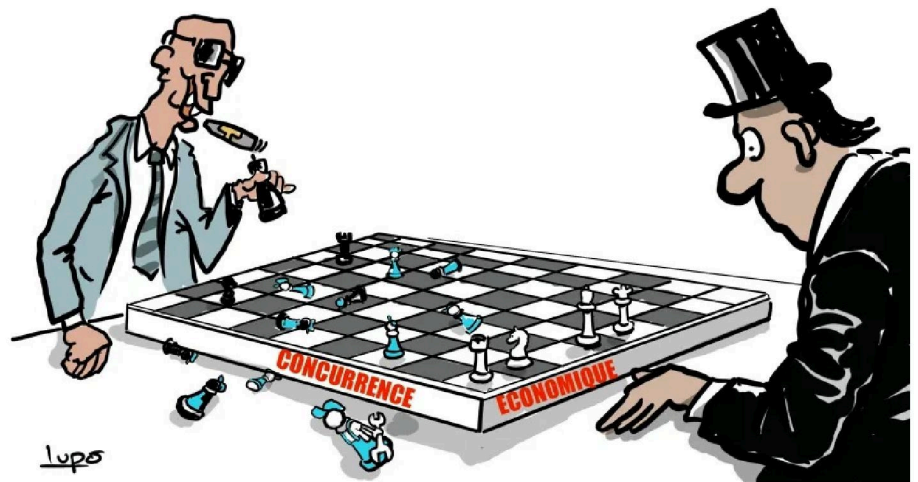
Depuis des dizaines d'années, les capitalistes américains et européens se sont gavés de profits en

faisant produire leurs marchandises par des ouvriers sous-payés des districts industriels chinois. L'État et les capitalistes chinois ont ainsi reçu l'accès à des technologies et aux moyens financiers de se développer.

Aujourd'hui la Chine est devenue une puissance commerciale et industrielle et si elle ne menace pas immédiatement la domination des États-Unis, cette perspective, pour les 10, 20 ou 30 ans prochains, est inacceptable pour les capitalistes américains.

Déjà en 2025, la Chine a pu imposer que Washington lève toute une série de sanctions commerciales à son encontre en menaçant de couper l'approvisionnement en terres rares traitées en Chine. Les États-Unis cherchent à affaiblir les positions de Pékin, y compris par la guerre, même si plusieurs rencontres sont prévues entre Trump et le président chinois dans les mois à venir.

En Iran, les intérêts du capital américain se sont retrouvés alignés avec ceux de l'État israélien qui veut depuis des années faire tomber le régime des Mollahs qui



ne reconnaît pas l'existence d'Israël.

En multipliant les bombardements et les massacres à Gaza, au Liban, en Syrie et en Iran, Netanyahu prétend défendre la population israélienne.

La réalité est à l'exact opposé. La politique d'Israël nourrit l'antisémitisme partout sur la planète, Jérusalem est bombardé, et les jeunes israéliens sont forcés de choisir entre participer à la barbarie lors de leur service militaire, ou vivre l'exclusion sociale et l'opprobre contre ceux qui refusent de servir dans l'armée.

L'impérialisme généralise la

guerre partout où cela lui paraît nécessaire pour défendre sa domination et ses profits. Nulle part les populations n'ont d'intérêt à ces guerres ! Dans tous les pays, ceux qui payent le prix de cette barbarie ce sont les peuples ! Alors que les capitalistes s'y enrichissent !

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut défendre le mot d'ordre lancé par Karl Marx aux ouvriers du monde entier : « *prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ». Pour mettre fin aux guerres et à l'impérialisme, il n'y a pas d'autre choix que de renverser le capitalisme partout sur la planète !

Dirigeants européens alignés derrière Trump



Porte-avion français "Charles de Gaulle"

Après s'être affichés en modérateurs de l'escalade guerrière pendant quelques heures, surtout frustrés de ne pas avoir été préve-

nus par Trump du déclenchement de la guerre contre l'Iran, il n'a pas fallu longtemps aux dirigeants français, allemands et britanniques pour se rallier à la guerre entamée par le pouvoir américain.

Dès le 1er mars, Starmer, Merz et Macron publiaient un communiqué où ils s'alignaient sans la moindre réserve derrière les États-Unis, annonçant qu'ils étaient prêts à participer à la guerre : « Nous prendrons des mesures pour défendre nos intérêts et ceux de nos alliés [...] en permettant des actions défensives nécessaires et proportionnées pour

détruire la capacité de l'Iran à tirer des missiles et des drones. » L'Iran est attaqué par une armada surpuissante... mais ces dirigeants européens prétendent que détruire la capacité de l'Iran à se défendre ne serait pas entrer en guerre aux côtés des agresseurs ! Comment avaler un tel mensonge ?

La France envoie ainsi le porte-avion Charles de Gaulle en Méditerranée, et a déjà abattu des drones iraniens ciblant apparemment les Émirats arabes unis.

Le gouvernement britannique, quant à lui, déploie un destroyer de la Royal Navy ou encore des avions militaires. De plus, il permet à l'armée américaine d'utiliser les bases du Royaume-Uni pour préparer ses frappes contre l'Iran.

La Belgique n'a pour l'instant pas déployé de troupes, mais les politiciens usent déjà des mêmes prétextes. Ils prétendent ne pas se joindre à l'offensive américaine mais promettent de défendre leurs alliés attaqués dans la région. Le ministre de la Défense Francken envisage : « Ça pourrait être des F-16, ça pourrait être une frégate, des missiles ou toutes sortes de matériels ».

Ce n'est pas uniquement la soumission face aux choix des États-Unis qui poussent les dirigeants européens dans cette direction.

Leurs capitalistes ont des intérêts importants au Moyen-

Orient où ils participent à la curée des peuples. Par exemple, les Émirats arabes unis sont les premiers acheteurs d'armes françaises. Ils entretiennent des accords militaires avec la France, tout comme le Qatar ou le Koweït.

Les entreprises allemandes RheinMetall et ThyssenKrupp vendent leurs armes à l'Arabie saoudite, au Qatar et à Israël, pays en partenariat militaire avec l'Allemagne. La Belgique profite aussi du marché juteux de l'Arabie saoudite pour vendre ses fusils mitrailleurs produits à la FN Herstal, près de Liège.

Les impérialistes de seconde ou troisième zone que sont les Européens restent des rapaces qui se préparent à arracher leur part du butin si la guerre au Moyen-Orient entraîne un repartage des marchés. Lorsqu'ils invoquent le prétendu « droit international », ce n'est que pour défendre les bouts de pré carré qui leur restent.

La vie des populations et le droit des peuples, ces anciennes puissances coloniales les ont toujours piétinées.



Manifestation pour la paix en Israël

Le 7 mars, huit jours après l'entrée en guerre de leur pays contre l'Iran, des Israéliens ont manifesté dans les rues de Tel-Aviv pour demander la fin de la guerre.

Une militante portait en outre un t-shirt dénonçant l'occupation de la Palestine par l'armée israélienne.

La police s'est déployée en masse pour étouffer et disperser la manifestation.

Celle-ci n'a pu durer que quinze minutes, mais elle a pu montrer qu'en Israël comme ailleurs, une partie de la population est révoltée par la politique barbare des dirigeants.

RDC: des enfants meurent pour enrichir les capitalistes

Au Congo, un éboulement sur le site minier de Rubaya, dans l'est de la République démocratique du Congo, a fait plus de 200 morts, dont 70 enfants mineurs.

Rubaya est l'une des plus grandes mines de coltan du monde. Elle fournit entre 15 % et 30 % de la production mondiale de ce minerai stratégique pour les téléphones portables et l'industrie électronique.

Pour survivre, des familles entières descendent sous terre dans des conditions effroyables. Les galeries sont creusées à la pioche et à la pelle, il n'y a aucune sécurité et les éboulements sont fréquents. Les enfants y travaillent parfois dès leur plus jeune âge, au péril de leur vie.

Depuis 2024, cette région est sous le contrôle du M23, l'une des 200 bandes armées qui se disputent mines et territoires dans l'est du Congo et sèment la terreur parmi la population.

L'armée congolaise elle-même, sous prétexte de combattre ces groupes, se rend régulièrement coupable des mêmes violences.

Mais derrière ce chaos se trouvent les véritables responsables et profiteurs, les capitalistes occidentaux.

Depuis trente ans, les impérialistes occidentaux se disputent le contrôle des immenses richesses minières du Congo. Leur rivalité alimente les guerres, fait circuler les armes entre les groupes armés et transforme la région en champ de bataille permanent pour s'assurer la domination de zones du pays et l'accès aux minerais.

Ainsi, pendant que les capitalistes sont en concurrence dans la



Mine de coltan de Luwovo, près de Rubaya, dans le Nord-Kivu.

course au profit, des familles congolaises continuent de mourir dans les mines ou sous les balles.

Les capitalistes mènent la guerre aux populations !

Plus de cinq cent mille morts et près d'un million et demi de blessés en quatre ans par la guerre en Ukraine. Plus de 70.000 morts et près de 200.000 blessés en trois ans par la guerre à Gaza. Des centaines de milliers de personnes fuient leur logement au Liban. Les 90 millions d'Iraniens sont menacés par la barbarie de la guerre. En Afrique, rien qu'en 2025, les conflits armés au Mali, au Niger, au Soudan, en Ethiopie, en Somalie et au Congo ont tué 50.000 personnes d'après les chiffres officiels.

Comment ne pas être révolté ? Derrière l'horreur froide des chiffres se trouve la réalité barbare que vivent celles et ceux dont la vie est dévastée par la guerre : la violence, l'embrigadement forcé, l'esclavage, les massacres, les viols, la torture... Nulle part sur la planète les populations n'ont d'intérêt dans les guerres qu'elles soient offensives ou dites défensives !

Seuls les capitalistes peuvent y trouver un intérêt ! Par les armes, ils s'accaparent les richesses, les marchés, les routes commerciales de leurs concurrents ! Leurs guerres creusent des fossés de sang entre Ukrainiens et Russes, Palestiniens et Israéliens, Pakistanais, Afghans et Indiens... Dans tous les pays, les capitalistes répandent le nationalisme pour embrigader ceux qui serviront de chair à canon pour leurs massacres ! « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels » disait l'écrivain Anatole France, et il avait raison !

Dans tous les pays, les travailleurs ont les mêmes intérêts ! Et dans tous les pays, leurs ennemis principaux sont les capitalistes qui les exploitent, pas les travailleurs des autres pays !

**Suivez nous
sur les réseaux :
Lutte Ouvrière Belgique**

Email: contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be